

# La conception en urbanisme : un objet de recherche

POUR CITER CET ARTICLE :

**Nadia Arab** - EUP-Lab'Urba, université Paris-Est-Créteil

**Alain Bourdin** - Université de Paris-Est - Lab'Urba

"La conception en urbanisme : un objet de recherche"

Riurba 2017/Numéro 3

URL : <http://riurba.net/Revue/la-conception-en-urbanisme-un-objet-de-recherche/>

DOI :

Date d'impression : 11 avril 2017

Mots clés :

La RIURBA s'est donné pour mission de rendre visible un champ de recherche et d'aider à sa structuration. Le premier numéro situait l'urbanisme comme action, le deuxième interrogeait le retour de la planification stratégique, le troisième s'est focalisé sur la conception urbaine. Chacun d'entre eux ouvre une grande thématique qui reviendra au fil des numéros. C'est dire que l'objectif ne se limite pas à la présentation de travaux existants. Nous voulons ouvrir des débats, suggérer des pistes de recherche et peut-être susciter des vocations.

Pour ce numéro, nous avons reçu une trentaine de projets d'article et nous avons encouragé une vingtaine d'auteurs à proposer leur texte, à partir du seul critère de compatibilité avec l'appel à projets. Au final, nous n'avons reçu que dix articles dont sept sont finalement publiés.

La provenance des articles montre clairement que le thème de la conception urbaine n'est véritablement abordé que dans quelques laboratoires liés à des instituts d'urbanisme classiques (Aix, Montréal, Paris-Est...). Par ailleurs, le monde des écoles d'architecture des différents pays francophones a peu répondu, malgré de fortes manifestations d'intérêt. Il reste donc fort à faire pour donner au thème de la conception urbaine toute l'importance qu'il devrait avoir dans le champ francophone de l'urbanisme. Cela contraste avec ce qui se passe dans le champ professionnel. Si l'*urban design* est une invention anglo-américaine, sans doute familière au Canada et dans certains pays plutôt marqués par les courants de pensée anglophones, la France a accordé une grande importance au projet urbain, suivie en cela par différents pays francophones. Même si l'institut d'urbanisme francophone de l'ALBA à Beyrouth vient de créer un master d'*urban design*, dans lequel on enseigne notamment le projet urbain à la française, les deux se rencontrent rarement, en particulier parce que les travaux francophones sur le projet urbain, qui ont mobilisé la recherche, se sont finalement peu préoccupés de la conception, pourtant composante du projet.

Ce tableau n'a rien de très étonnant. Dans le cas particulier de la France, la séparation entre les écoles d'architecture, extérieures aux universités et dépendant du ministère de la Culture, et les instituts d'urbanisme,

qui se trouvent dans les universités, complique les choses. Mais à l'échelle internationale, même francophone, cela ne joue plus. Il faut alors plutôt constater que l'ensemble des savoirs constitués se trouve plutôt du côté du *planning* qui peut mobiliser de façon très claire des disciplines (géographie, sociologie, économie, droit, sciences politiques) et des thématiques (l'action publique, la gouvernance, la construction et la spatialisation des données urbaines...) solidement organisées. Quand il s'agit de conception urbaine, les choses sont moins simples. La création artistique a fait l'objet de nombreux travaux, la conception industrielle – celle des ingénieurs – également, tout comme la conception architecturale. Elles aussi mobilisent des disciplines et thématiques constituées, de manière moins simple, depuis la critique littéraire ou artistique, qui peut d'ailleurs ne rien dire sur le processus de conception en lui-même, jusqu'aux sciences cognitives, en passant par des travaux de sociologie ou d'histoire des sciences, dont certains ont marqué (Holton, 1981 ; Kuhn, 1972). De la même façon, la recherche en design qui, dans d'autres pays, notamment anglophones, concerne aussi bien le paysagisme, l'architecture, l'urbanisme que le design industriel ou le design d'intérieur, est très fragmentée en France, au point que la notion même de design y est réservée aux designers industriels, graphiques, d'intérieur, dans la lignée des arts décoratifs et des arts appliqués. En outre, même dans ces secteurs, la recherche en design commence à peine à s'y construire comme un champ autonome.

Les savoirs du *planning* ont pu suffire à la pratique de l'urbanisme pendant longtemps. Ils correspondaient à une vision de la ville que l'on a, à tort ou à raison, liée au mouvement moderne : prévisibilité du comportement des grands acteurs et des modes de vie, séparation des activités et des fonctions, développement économique et démographique réductible à un nombre limité de facteurs, volonté des responsables locaux d'appliquer les bonnes recettes plus que de se différencier, existence d'une cohérence sociale (même conflictuelle) qui pouvait permettre de construire des visions politiques partagées, domination de l'acteur public, notamment dans la production de logements. Cela ne fonctionnait pas partout, mais au moins dans les pays riches ayant une sphère publique forte. Mais avec la désindustrialisation, l'accroissement des échanges mondiaux de toutes sortes, la complexification des activités urbaines, l'émergence de sociétés d'individus, la radicalisation de la concurrence entre les villes, ou plutôt de la « coopération », les évolutions de la manière dont se prennent les décisions, les savoirs du *planning* comme les instruments d'analyse et d'action qu'ils ont produits ont trouvé leurs limites, même chez ceux qu'ils satisfaisaient.

Les décennies qui viennent de s'écouler ont vu, d'un côté, l'affirmation d'un discours – postmoderne ou non – qui en appelle au génie créateur comme moteur de la fabrique urbaine, en opposition à la rationalité du *planning*, alors que d'un autre côté se développait un nouvel urbanisme des lieux. Car avec l'intervention des artistes dans les grands projets comme dans l'espace public du quotidien, la place donnée aux événements urbains (au sens que l'architecture donne à ce terme et au sens de « événementiel »), aux performances (au sens artistique), aux ambiances, à l'identité, mais aussi avec les formes les plus participatives de création de lieux (*place making*, coproduction), les manières de faire la ville se recomposent autour des lieux. À toutes les échelles, l'accent est mis sur le projet, qui culmine dans le dessin d'un équipement iconique par une star de l'architecture : le projet urbain de Bilbao – pourtant fondé sur un travail qui relève du *planning* – se cristallise dans le Guggenheim de Frank Gehry. Les équipements les plus classiques (lignes de tramway, etc.) recherchent une identité spécifique et deviennent des lieux de projet dans lesquels les méthodes du management rencontrent celles de la création, jusqu'à interroger le management de la créativité et de la conception. Bref, la manière dont on fait la ville aujourd'hui appelle une analyse des démarches de conception, non qu'elle n'ait pas eu de sens précédemment, mais pendant la période de grande croissance urbaine du XXe siècle, il s'agissait plus d'appliquer des méthodes et des modèles existants (ce que symbolisaient les grilles de programmation utilisées pour les villes nouvelles et les grands ensembles) que d'inventer quelque chose de nouveau. L'invention était renvoyée vers d'autres domaines que l'urbanisme proprement dit : les techniques de construction, l'architecture. Aujourd'hui, même si l'on passe son temps à utiliser des modèles ou des méthodes existantes, la recherche de la nouveauté, de l'originalité, reste toujours présente. Et de ce fait, ouvrir la boîte noire de l'invention – ce qui ne va pas sans une analyse de la conception – devient bien plus important pour comprendre comment on fait la ville. Outre cette recherche de nouveauté, de créativité, d'innovation, un autre phénomène vient du caractère désormais explicitement affiché et pratiqué de la conception collective. Qu'on l'appelle aussi coconception ou conception collaborative, il n'est plus un domaine de l'urbanisme – et cela au-delà du projet urbain *stricto sensu* – qui n'interpelle la mobilisation d'une pluralité d'intervenants dans la conception et pose la question de l'organisation et de la conduite de la conception collective urbaine.

Mais comment interroger la conception urbaine ? Les premiers travaux qui, au tournant de la fin des années soixante, ont défriché le champ de la conception se situent du côté de l'architecture où Christopher Alexander et Charles M. Eastman font figure de pionniers, et du côté de l'ingénierie avec les travaux fondateurs d'Herbert Simon. Ils s'attachaient alors beaucoup à explorer les raisonnements des concepteurs. Ils ont joué un rôle important pour démystifier une vision de la conception perçue comme un acte insaisissable de création individuelle. Mais si la conception n'est pas insaisissable, elle pose de redoutables questions pour la saisir. Cela est particulièrement vrai en France où les catégories de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, réélabores par la loi MOP, perturbent l'approche de la conception ainsi contingente à la maîtrise d'œuvre et à des tâches prédéfinies par ce cadre juridique. D'abord, *stricto sensu*, cela focalise l'attention sur les équipements et infrastructures publics, ce qui, évidemment, ne recouvre pas la conception urbaine. Par

ailleurs, utiliser les notions de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre hors du seul cadre de la loi MOP, comme cela est usuel (opérations d'urbanisme privées, macro-lots, ou concessions d'aménagement publics ou privés...), ne signifie pas que toute la conception soit du côté de ceux qui remplissent la fonction de maîtrise d'œuvre. La conception se situe aussi du côté de la maîtrise d'ouvrage, publique ou privée, ou encore de l'assistance à maîtrise d'ouvrage, comme dans le cas, par exemple, de l'élaboration des plans guides. En somme, étudier la conception suppose en premier lieu de s'abstraire de ces catégories éloignées de la réalité des pratiques de la conception urbaine. Ce numéro le montre d'ailleurs à plusieurs reprises. C'est un enjeu à part entière de la recherche sur la conception en urbanisme. Une des conséquences, théorique et méthodologique, concerne le périmètre de la conception urbaine : où commence-t-elle et où s'arrête-t-elle ? Et, par extension, qui sont les concepteurs urbains s'ils ne sont pas, ou pas seulement, ou pas mécaniquement, ceux désignés par un cadre institutionnel (catégories juridiques, statuts professionnels) ? Historiquement, la conception est associée à l'élaboration d'une forme et à la matérialité, mais s'intéresser à la conception suppose d'ouvrir aussi cette question pour explorer la nature de ce qui est objet de conception (un concept, un dispositif, une forme...). Selon quelles opérations cognitives et avec quels outils ? La recherche a déjà montré l'importance des objets intermédiaires dans la conception (plans, esquisses, maquettes...), mais ces instruments se renouvellent, dans leur nature comme dans leur fonction, notamment sous l'effet de l'ère numérique, et appellent à être interrogés tant du point de vue cognitif que du point de vue organisationnel. La mise en œuvre de démarches comparatives, en particulier avec d'autres secteurs d'activité, pourrait constituer une voie stimulante, en particulier pour explorer les spécificités, souvent revendiquées, des objets et/ou de l'activité d'urbanisme (qui dépassent l'échelle du bâtiment) et examiner en quoi ces spécificités supposées rejaillissent ou non sur une singularité de la conception urbaine. Mais interroger la conception urbaine exclut également de faire abstraction du contexte actuel. En matière d'urbanisme, quatre orientations au moins peuvent être poursuivies par les préoccupations théoriques et méthodologiques. Premièrement, le caractère transverse du rapport global/local braque le projecteur sur le rapport entre modèle et contextualisation dans la conception urbaine. Deuxièmement, l'injonction ou l'impératif d'innovation appelle à une exploration de la créativité et de ses méthodes dans la conception urbaine. Troisièmement, le contexte de crise financière, de crise économique, de crise écologique et de crise sociale met en évidence la capacité de la conception urbaine à raisonner sur les interdépendances et les mutualisations des objets urbains et des interventions urbaines et, par extension, sur la capacité à organiser et gérer les interactions dans les collectifs de conception. Enfin, on prendra garde à limiter la conception urbaine à une approche exclusive sous l'angle du projet urbain. La montée en puissance de situations de micro-renouvellement ou encore d'un urbanisme de gestion montre que la transformation et l'organisation des espaces et de leurs usages ne passent plus nécessairement par la mise en œuvre d'un projet d'aménagement ou d'un projet urbain. La Semaest, entreprise publique locale, qui a exercé pendant près de 30 ans une activité de projet d'aménagement urbain, abandonne peu à peu cette fonction pour devenir un acteur du développement de l'économie de proximité. Les activités qu'elle invente et déploie dans cette perspective participent entièrement de l'urbanisme parisien et pour autant ne s'appuient pas sur la conception d'une forme urbaine par le projet d'aménagement mais sur d'autres formes de projets qui interpellent tout autant l'inventivité et la conception urbaine.

Les articles qui constituent cette livraison de la RIURBA présentent une diversité de cas. Les contextes – notamment entre Amérique du Nord et France – mais aussi les situations étudiées diffèrent : grands projets dans des métropoles, projets beaucoup plus modestes et à l'échelle de villes moins importantes, planification « du quotidien », création de lieux ou d'équipements, réalisation de grandes infrastructures, dispositifs participatifs, situations pédagogiques. Même si s'affirme un fonds de références théoriques communes, marqué par les sciences de l'organisation, la lignée d'Herbert Simon et les sciences cognitives, les approches restent diverses, qu'il s'agisse des cadres théoriques au-delà de ce fonds commun, de la manière d'envisager – de construire – les objets, des questions de recherche, voire de des acteurs privilégiés. Ainsi constitué, le numéro dessine un champ de questionnements auquel on pourrait adosser un programme de travail. Essayons d'en caractériser quelques points de repères et questions clés.

Comme on le souhaitait plus haut, les auteurs font « bouger les lignes » et pas seulement celles qui – du moins dans la tradition française – séparent maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre. Ainsi voit-on que l'activité de planification peut se rapprocher de celle de projet, quand il s'agit de réfléchir à la faisabilité ou d'articuler une diversité de petits projets épars. Les frontières entre les professions sont remises en cause ; également le schéma linéaire classique qui réserve la conception à l'amont et condamne l'aval à la seule réalisation, dans une vision purement « balistique », dirait J.-G. Padioleau. Cela concerne également la définition même de la conception, que l'on refuse de confondre avec la composition spatiale ou que l'on définit comme une « innovation territorialisée ». L'interrogation sur le « faire advenir » s'élargit, avec des réflexions sur la mise en cohérence, les choix entre des possibles, mais en laissant fort peu de place à l'imagination. Or concevoir la ville, ce n'est pas seulement trouver des solutions à des problèmes et définir un « mieux » technique, c'est aussi penser un mieux désirable, imaginer la ville de demain, ce qui ne se confond pas avec l'utopie. Cet aspect reste peu exploré par les contributeurs. Est-ce une conséquence des questions explorées et de leurs méthodologies, ou encore des projets ou situations investigués, ou bien est-ce le signe de la faiblesse de cette dimension dans les actions urbaines au-delà des seuls cas étudiés ? Il est, à ce stade, difficile de répondre, mais il nous semble qu'il s'agit là d'un point aveugle de la conception ou de l'étude de la conception.

En revanche, les questions d'organisation font l'objet d'analyses fouillées, riches, productives. L'enjeu tient bien dans la « construction d'espaces d'action collective » et dans ce qui s'y passe : élaboration de compromis, organisation du travail, interactions diverses, assemblage d'expertises ou d'interventions, de projets, etc. Tout cela sous contrainte, et en particulier avec les enjeux de la ville durable, alors que les normes deviennent très fortes et provoquent le malaise de certains acteurs – et peut-être la satisfaction des plus techniques, du virtuose du BIM (un dispositif qui n'est pas évoqué ici et qui sert à modéliser les données du bâtiment mais que l'on adapte actuellement à des échelles urbaines) au marchand de technologies d'économie d'énergie. Mais on voit bien qu'il y a diverses sortes de contraintes, celles des normes mais aussi celles des logiques organisationnelles ou de sentiers de dépendance qui se créent au sein même d'un processus de conception.

Finalement, si les articles rassemblés ici montrent la complexité des situations de conception et l'importance des dispositifs qui les organisent, la pluralité et la variété des acteurs de la conception, ils restent en revanche assez discrets sur tout ce qui relève des rapports de force et encore plus de l'expression de forces sociales, sauf à propos de mobilisations citoyennes dans des dispositifs de coproduction participative. Comment les forces financières, idéologiques, professionnelles, comment les mouvements sociaux interviennent-ils dans les processus de conception ? Cette question-là reste ouverte.

Nadia Arab et Alain Bourdin



<b>DATE</b>	<b>NUMÉRO</b>	<b>CATÉGORIE</b>
11 avril 2017	jan - juin 2017	Éditorial